

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 191

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 22 JUILLET 1949

Le numéro : 10 francs

3334  
« Derrière Pie XII  
il y a 725 millions  
de fidèles. »

De PIE en pis!

## Ce qu'est le « LIB »

**L**ES lignes qui vont suivre s'adressent tout particulièrement à ceux de nos lecteurs n'ayant aucune attache avec la Fédération Anarchiste et qui ignorent comment est conçu et réalisé le Libertaire.

La vie intérieure de notre journal — son financement, ses espoirs, ses possibilités, son organisation matérielle — dépend strictement d'une équipe de militants qui, tous, travaillent du matin au soir et sacrifient leurs rares loisirs, leurs soirées, leurs nuits parfois à leur idéal et son puissant moyen de propagande : le Libertaire.

Le Libertaire ne compte qu'un seul appointé chargé de la préparation technique, du courrier, etc., et ayant pour obligation première d'appliquer les décisions prises par le Comité de Lecture, au sein duquel il a évidemment droit de parole et de critique, comme tous les autres membres.

Dans un petit local de la rue du Croissant, chaque lundi soir, ce Comité se réunit. Venus de l'usine, de l'atelier, du magasin, les camarades se rassemblent. Parfois un tel ou un tel est en retard. Des obligations diverses, ou bien le travail, en sont la cause. Dans le métro, souvent, il a, en hâte, terminé son article à l'aide des dernières informations du jour. Le voilà. Il a les mains encore tachées, il n'a pas eu le temps de se raser, mais son « papier » est prêt. Et la discussion commence. Autour de chaque article, soigneusement étudié, des controverses s'amorcent, s'enflent, deviennent souvent passionnées, mais toujours fraternelles.

Voici un point de philosophie épique, une position syndicale discutable, une conception des relations internationales inacceptable. Et chacun défend son point de vue avec cette liberté totale qui caractérise les milieux anarchistes. Peu à peu, les sujets s'épuisent. On a trouvé, comme toujours, des terrains d'accord, même sur les sujets ayant soulevé les oppositions les plus marquées, l'essentiel, c'est-à-dire les conceptions socio-économiques et philosophiques, étant identiques pour tous.

Mais l'heure passe avec rapidité. Déjà 11 heures. Personne n'a diné et on meurt de faim... et de soif. Tant pis. Le Lib ayant tout ! C'est à minuit, parfois à une heure, que les camarades se séparent, épuisés mais heureux.

Le Comité de Lecture est donc la cheville ouvrière du Libertaire. Malheureusement, ses efforts ne peuvent déborder le cadre rédactionnel. Le côté financier de notre journal pose des problèmes bien plus ardues, car là nous nous heurtons aux contraintes économiques, que masquent les fausses libertés démocratiques.

Sait-on que chaque numéro coûte 125.000 fr. et qu'une grande partie des recettes ne sont réglées par les Messageries que sous délai de trois mois ? Sait-on que Lib acheté 10 fr. dans un kiosque, ne lui laisse que 5 fr.? Sait-on également que le Lib est le seul journal en vivant exclusivement que de ses ventes, abonnements et souscriptions ?

Malgré une réduction maximum des frais — aucun hebdomadaire ne peut s'honorer d'avoir une équipe de rédacteurs bénévoles — les difficultés financières sont souvent considérables. Ainsi, à l'heure actuelle, nous ne parvenons plus à équilibrer nos dépenses et recettes, malgré le dévouement de tant de militants.

Mais le Libertaire doit vivre. Tous nos amis, tous nos lecteurs, tous nos militants ne permettront pas que le seul journal libre, le seul journal qui n'aime pas déformer, disparaisse.

Le Libertaire compte sur eux.



## Le Congrès S.F.I.O.

**L**e rassassage des lieux communs de la politique, le souci de rafraîchir une devanture singulièrement délabrée au moyen de motions nègre-blanc et, par-dessus tout, la volonté de participation au gouvernement caractérisent le Congrès S.F.I.O.

Congrès sans grandeur, congrès mesquin, congrès qui s'obstine à n'envisager que des solutions d'épiciers aux grands problèmes sociaux, coloniaux et économiques qui se posent avec acuité, même aux moins avertis.

En équilibre instable sur deux nécessités — celle de donner satisfaction à la base et celle de s'assurer les substantiels revenus ministériels, les témoins du parti ont finalement atteint leur but secret : celui de faire accepter la cohabitation infamante avec le gouvernement de la guerre d'Indochine.

Et pour excuser toute l'action de ministres S.F.I.O., des Moch et compagnie, ils ont agité les épouvantails de Gaulle et Thorez. Ils se sont posés en défenseurs de la liberté, de la démocratie, et il est lamentable de constater qu'une intelligence comme celle de Blum se soit prêtée à ces jeux hypocrites.

Cependant, cette comédie ne pouvant plus tromper personne, il faut trouver quelque chose pour apaiser les consciences au sujet du problème capital : celui de l'Indochine. Mais ne pouvant désavouer carrément une action soutenue par tous les ministres socialistes, ne serait-ce qu'au nom de la solidarité gouvernementale, le Congrès demande le recours à l'O.N.U. C'est tout ce qu'il a trouvé, c'est tout ce qu'il veut faire : noyer le poison dans le dédale des procédures internationales.

(Suite page 2, col. 1.)

## L'ILLUSION de la Sécurité Sociale

**L**ong débat qui s'est engagé à la Chambre au sujet de la Sécurité sociale où le gouvernement a triomphé de justesse, ne nous a rien

par ERIC-ALBERT

apris que nous ne sachions déjà, En effet, aucun parti ne souhaite la disparition de cet organisme monstrueux et les oppositions ne se sont manifestées que sur des points de détail exagérément grossis par des arrêts-pensées politiques.

Toute la presse a entonné l'hymne de conquêtes ouvrières, du progrès et autres affirmations ne visant que l'aspect superficiel de la question. Personne n'a été

à se poser la question : Pourrait-on pourrir le cœur de l'organisme ?

Il faudrait maintenant étudier l'évolution politique de l'Algérie. Là encore,

la matière est trop abondante. On refuse tout cela : Les barrages sont

nécessaires aux grands domaines d'ex-

ploration capitaliste et ne servent pour

leur majorité qu'aux grands domaines

qu'ils irriguent avec largesse. Un pro-

jet d'aménagement hydraulique de

Chott el Chargui sur les Hauts-Pla-

teaux avait été conçu et il était tech-

niquement remarquable, mais il demeure

toujours au stade expérimental car la

réunion dont il permettrait l'irrigation

(Suite page 2, col. 1.)

## Les deux Eglises

**L**es décrets du « Saint-Office » semblent avoir jeté la perturbation non seulement chez les sectaires des deux confessions en présence mais encore et surtout parmi les commentateurs de la presse internationale. Il semble bien que l'interprétation d'un texte qui est tout naturellement obscur suivant les plus saintes, les plus continues des traditions, a pris un caractère plus voisin des préoccupations partisanes du rédacteur que des nécessités de l'interprétation logique.

La presse stalinienne ou apparentée s'élève avec une indignation comique contre l'intrusion du spirituel dans le temporel et reprend à son compte les vives arguments de l'Eglise Gallicane. Il est réjouissant de voir Carrel de Carronnié chez à notre ami Olive des Réflexes (du Passant) s'inscrire dans ce débat austère à la suite de tous les « vénérables »... présidents du Parlement de Paris. Il ne manque que la plume d'un Voltaire pour affûter la silhouette de successeur du A. de Harlay, des Mathieu Molé et autres Lamoignon.

La presse de droite, elle, chante victoire sur la grande force temporelle à abattre, la grande force spirituelle à asservir pour l'employer à la justification de son autorité. Sa politique de la main tendue répondait à ces deux nécessités : d'une part on dressait la masse pauvre de l'Eglise contre des institutions et un régime pour lesquels l'Eglise officielle avait pris parti et on introduisait chez l'ennemi un ferment de désagrégation, d'autre part on préparait une nouvelle Eglise à caractère social susceptible de recueillir la succession de la hiérarchie et faire servir les textes sacrés à la justification de l'autorité marxiste.

Les décrets d'excommunications marquent une phase de la lutte de ces deux Eglises se disputant le pouvoir de jour des inégalités sociales.

Il semble bien d'ailleurs que Rome répète la grande force temporelle à abattre, la grande force spirituelle à asservir pour l'employer à la justification de son moment. Depuis le siècle dernier l'Eglise a lié sa destinée à celle du capitalisme libéral et cela en application d'une règle constante depuis ses origines : que sa « force spirituelle en s'attachant à justifier les puissants du jour est le meilleur garant de son temporal ».

En fait, les choses ne sont pas si simples que cela. L'Eglise officielle est toujours l'Eglise du moment. Depuis le siècle dernier l'Eglise a lié sa destinée à celle du capitalisme libéral et cela en application d'une règle constante depuis ses origines : que sa « force spirituelle en s'attachant à justifier les puissants du jour est le meilleur garant de son temporal ».

Mais, et cela est également constant dans l'histoire de l'Eglise, il se produit des époques où la puissance paraît changer de mains et on assiste alors à une double évolution de cette Eglise. D'une part, sa hiérarchie renuit, repue,

coupe pour que Boulier, de Chambrun et quelques autres les interprètent à leur façon. Mais il semble que le coup porté par-dessus leur tête aura une répercussion certaine sur les masses montonnieres peu habituées aux substitutions aux pères de l'Eglise.

Ce n'est pas seulement en Europe Centrale que ce effet se fera sentir mais encore dans les démocraties, parmi les masses électorales des campagnes.

Et c'est bien ce qui démontre la hargne de Cartoulade, soudé à conserver son Boulier, mais inquiet pour les électeurs vendéens de Clermont.

## ATTENTION !

Pendant les vacances  
le « LIBERTAIRE »  
ne paraîtra que tous les 15 jours

La dispersion des militants pendant les vacances, les difficultés techniques et financières qui en découlent, la carence de l'actualité nous obligent à élargir la périodicité du journal pendant l'époque des vacances.

Les prochains numéros paraîtront donc le 5 août, le 19 août et le 2 septembre.

A la rentrée notre journal reprendra sa parution normale.

Le Comité de Rédaction.

(1) Ces chiffres doivent être interprétés en tenant compte du fait que la moitié des terres cultivées sont dévolues à l'exploitation, que d'autre part pour la propriété indigène est une grosse partie des terres de parcours soumis à l'élevage non aux cultures.

(2) L'industrialisation transformera

en prolétaires ouvriers, les prolétaires

actuelles d'abaisse de main-d'œuvre

dans la grosse industrie et par le

je de la loi de l'offre et de la demande

une obligation hausse de salaires agricoles réduisant les bénéfices des gérants' fermiers.

(3) Combat et Franco-Tireur ont été

assez exploités sur cette visite pour que

nous n'insistions pas...

Les Français qui sont montés

sur les murailles du fort tirent sur

eux (les Annamites) de haut en bas,

presque à bout portant, et les abattent en masse... Les Annamites

tombent par groupes, les bras

étendus; trois ou quatre cents d'en-

tre eux sont fauchés en moins de

cinq minutes par les feux de sal-

ve... et c'était plaisir de voir ces

gerbes de balles si facilement dirigeables s'abattre sur eux deux fois

par minute, au commandement,

d'une manière méthodique et sûre.

Plus personne à tuer. Alors les ma-

telots, la tête perdue de soleil, de

bruit, sortaient du fort et descendai-

ent se jeter sur les blessés avec

une espèce de tremblement ner-

veux. Ceux qui haletaient de peur,

tapis dans les trous, qui falsaient

les morts, cachés sous les nattes,

qui râlaient en tenant les mains

pour demander grâce, qui criaient

« Han ! Han !... » d'une voix

déchirante, ils les achevaient en les

crevant à coups de baïonnette, en

leur cassant la tête à coups de crosse. » (Pierre Loti, lettre au

« Figaro », 13 octobre 1883).

\* \* \*

Trois coups de gong lugubres.

Le bûcheur lève à deux mains son

sabre. Un éclair fulgurant dans le

soleil levant. Un coup mat. La

tête n'est pas tombée. La main du

bûcheur a sans doute tremblé.

Trois coups encore, le glaive sang-

lant s'abat sur le cou qu'il scie.

La boucherie écosante se répète

pour le second condamné (« La Tri-

bune indochinoise », 28 mars 1930).

## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## Les Institutions

comme un congrès S.F.I.O. La vie serait d'un coup dépourvue de ce charmant pittoresque qui égaye notre esprit et inspire les poètes. Par exemple, les professions originales : économiquement faibles, ministres, clochards, empereur d'Indochine, putains, femmes du monde, banquiers et fabricants de croix de bois. Tout cela disparaîtrait, la société serait sans relief, sans imprévu. Quelle monotone !

Et ce qui est encore beaucoup plus grave, ce serait la mise en chômage définitif des « défenseurs du peuple », genre Blum, Thorez et Cie. Plus de défenseurs du peuple ! Et nous serions ainsi tous abandonnés au gré des événements. Il n'y aurait plus de riches pour faire travailler les pauvres et les pauvres mourraient de faim, alors que grâce aux institutions, il y a des richesses et des policiers pour forcer les pauvres à travailler, et les sauver ainsi d'une mort certaine.

Les institutions démocratiques ? A dire que je n'avais même pas pensé, à dire que je n'avais même pas compris qu'il s'agissait de les maintenir lorsque furent matraquées les mineurs, les campagnes, les étudiants, lorsque furent massacrés les Malgaches, les Arabes, et j'en passe !

Maintenant tout s'éclaire, tout se justifie.

Sans institutions il n'y aurait plus de commerce, et mon crémier ne pourrait me vendre 130 fr. le kg de tomates payées 70 francs. D'où perte sévère pour d'assez nombreux, les hôteliers de la Côte d'Azur, par exemple. Voyez déjà où cela mène ! Mais il y a mieux : Sans institutions, plus de police ! Où irons-nous ? Et aussi, je frémis quand j'y pense, plus d'armée et, partant, plus de héros. Nous serions tous réduits à poursuivre une existence misérablement quotidienne, terre à terre et flasque.

**Les militaires professionnels ne sont pas tenus de raisonner. Leur métier même leur fait un crime de cette faculté naturelle.**

G. CLEMENCEAU.

## L'ILLUSION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

(Suite de la première page)

Passons. On pourrait citer des milliers d'autres exemples d'incurie et d'abus d'un organisme si prompt à encasser des milliards, et si réticent lorsqu'il s'agit de faire droit aux demandes les plus élémentaires.

Mais pour autant nous ne minimiserons pas les avantages qu'assure la Sécurité Sociale. Le travailleur tombant malade n'est plus acculé à une misère sans issue ainsi qu'il en était auparavant, il est à peu près certain de pouvoir « tenir le coup » et, tant bien que mal, de se sortir, lui et sa famille, d'un mauvais pas.

Mais si la lutte contre la maladie atteignant les hommes valides est sérieusement menée, c'est bien plus pour des raisons mercantiles que pour des raisons humanitaires.

Les incurables, les estropiés, devenus des poids morts, sont virtuellement abandonnés. Les tuberculeux, par exemple, ceux ayant subi de graves opérations leur interdisant tout travail, se voient allouer dans les conditions les meilleures, des « indemnités », de quelque 2.000 à 3.000 francs par mois.

Les vieux, qu'ils soient retraités de la S.S., ou de tout autre organisme, sont à peu près logés à la même enseigne et meurent de faim.

La Sécurité Sociale, en fait, limite son action à une certaine période de la vie de l'individu et s'en désintéresse dès qu'il cesse d'être un producteur. L'homme est donc traité comme une vulgaire machine que l'on oublierait dans un coin, une fois usée.

Il ne pouvait en être différemment dans une société où l'entraide mutuelle est totalement bannie, et remplacée par des guichets, des formulaires en triple exemplaire, une armée de fonctionnaires privés de toute initiative et forcément irresponsables.

Vers l'homme abattu par la maladie, l'accident ou la vilenesse, doivent se tenir des mains fraternelles de tous ceux qui demain, peuvent subir le même coup de sort et qui plus tard, seront eux aussi usés par le temps.

Règlements, chiffres et barèmes ne pourront jamais remplacer cela. Et il ne s'agit pas d'une vue simpliste et sentimentale du problème. Il s'agit bien au contraire de la conception logique des rapports sociaux que l'on pourra résument ainsi : « Tout individu quelles que

soient son âge et son état physique, a droit à la vie au même titre que tous les membres de la communauté. »

Nous n'avons jamais combattu le principe de la S.S. et pour l'excellente raison que ce principe s'inspire du mutualisme et partant de l'entraide. Il est normal que chaque membre d'une collectivité humaine abandonne dans une caisse commune une fraction minime de ses revenus afin d'assurer la sécurité de ceux qui l'entourent et la gèrent propre.

Mais là encore, et comme dans les nationalisations, l'Etat impose et par conséquent falsifie, exploite et déforme ce qui devrait être la plus belle démonstration de la solidarité profonde unissant les hommes.

\*

Comme tout ce qui est imposé par le droit, comme tout ce qui est loi ou règlement, la Sécurité sociale s'avère inique, tracassière, coûteuse, et ne constitue nullement une conquête sociale mais ainsi que le dit Paul Reynaud : « ... des avantages accordés à la classe ouvrière... ». Et Daniel Mayer : « La Sécurité sociale a contribué à la préservation du matériel humain (sic) aussi indispensable à l'industrie que les moteurs, et à la diminution de la mortalité... »

Paul Reynaud et Daniel Mayer, malgré leur opposition politique, se rejoignent dans le même souci de préserver le cheptel humain indispensable à la production des dividendes.

On « accorde » au matériel humain des avantages. Ce qui signifie bien que ce matériel n'a rien à exiger. Que l'on s'occupe de lui, que l'on pense pour lui, que l'on l'organise pour lui. C'est la toute nouvelle démocratie qui pour tous, la mise en carte, le numéromatique qui permet d'ores et déjà de repérer chaque moyen de fiche, soigneusement tenus à jour et que la police de Gaulle ou de Thorez, peut-être un jour, saura parfaitement utiliser.

Et c'est ainsi que s'élaborera une sorte de paternalisme d'Etat particulièrement irrationnel.

La classe ouvrière reste ce qu'elle est et a de moins en moins le droit à la parole, bien que les apparences soient parfois contraires. De quelques gros fonctionnaires, armés de règles à calcul, fixent le taux des indemnités, des prestations, des cotisations, en un mot déterminent selon leur bon vouloir ce qui est extrêmement particulier.

A ces derniers de comprendre qu'il leur faudra prendre eux-mêmes en mains l'organisation de la société, s'ils veulent demeurer « le matériel humain à qui l'on accorde des avantages ».

à chaque individu. C'est la planification des besoins essentiels selon les sacro-saints principes hiérarchiques qui permettent à Paul de toucher 10.000 francs là où Pierre ne touchera que 2.000, parce que le premier est ingénieur et le second manœuvre.

Est-ce cela que l'on appelle conquête sociale ?

Dès l'instant où une administration s'impose, les quelques biens qui peuvent s'inscrire à son actif sont contrebalancés par le lourd passif d'une intrusion dans la vie privée des hommes. Soigner les gens sans leur demander leur avis, sans leur demander si le système d'assurance, auquel on les soumet leur convient, c'est porter une terrible atteinte à la dignité et à la liberté. Et lorsque ce système se complète d'une véritable mise en carte, il n'est plus que la préfiguration d'un monde en gestation, le monde totalitaire de demain.

Non, une conquête ouvrière, ce n'est pas cela. Une conquête ouvrière est celle qui s'impose aux maîtres, et non une aumône accordée par les maîtres aux esclaves.

Et c'est justement pour éviter que le prolétariat ne passe à l'action, exige et force les gouvernements à lui garantir l'existence que, devantant ses volontés, on a institué la Sécurité sociale, et profité de l'occasion pour en faire une machine d'oppression en guise de dédommagement.

La centralisation excessive de cet organisme témoigne de la volonté des politiciens, de tous les politiciens, à commencer par les stalinistes qui en ont été les premiers inspirateurs, d'en faire une machine à broyer les initiatives, à réduire l'individu à l'état de robot en lui déniant tout droit de pensée critique.

La prescription, la carte d'identité obligatoire, le livret militaire, la carte sociale, les salaires fixés par le gouvernement, la mainmise officielle ou occulte de l'Etat sur la presse et sur les syndicats, les nationalisations, les politiques de plus en plus nombreuses, caractérisent une société en marche vers un quelconque totalitarisme, et qui doit avant que de s'imposer, balayer de son chemin les éléments dangereux pour lui que sont les travailleurs.

A ces derniers de comprendre qu'il leur faudra prendre eux-mêmes en mains l'organisation de la société, s'ils veulent demeurer « le matériel humain à qui l'on accorde des avantages ».



## LES OPPORTUNISTES

Maurice Depreux déclare : « La collaboration au gouvernement n'est pas une question de principe mais une question d'opportunité ».

Bien sur ! On n'a pas fusillé les Arabes à Oran, massacré 100.000 Malgaches, matraqué les grévistes, les étudiants, les campêurs au nom des principes mais au nom de l'opportunité et de la sauvegarde des portefeuilles.

## LES GENEURS

Ce sont les 90.000 cheminots japonais que Mac Arthur a décidé de licencier. Ils deviennent impossibles ces cheminots. Insatiables, encombrants ils sont de surcroît inaccessibles aux grandes lois financières qui imposent des...

## ...ECONOMIES...

...L'Espagne ayant besoin de quelque 50 millions de dollars. L'amitié de Franco, tout de même, vaut davantage que l'existence de ces traiteurs !

## UN DANGER ECARTE

Un ingénieur soviétique aurait inventé un appareil permettant aux aveugles de voir.

Aux dernières nouvelles il aurait été immédiatement accusé d'être un ennemi du peuple et expédié en Sibérie.

## NUANCES

M. Nenni le « socialiste » à la conscience tranquille.

Au sujet du décret pontifical excommuniant les communistes il a déclaré :

« Ce n'est pas le marxisme qui est frappé, c'est le communisme. Moi je ne suis pas communiste. Cela ne m'atteint pas ».

M. Nenni pourra continuer à aller à la messe et à vêpres. Et aura droit au paradis.

## LOGIQUE ÉCONOMIQUE

On estime que chaque année quelque millions de personnes meurent de faim, surtout en Asie.

C'est pour cela que M. Charles Brannan, ministre de l'Agriculture aux U.S.A. vient de décider que l'an prochain les emblavures seraient réduites de 17 %, le blé étant réservé à ceux qui peuvent l'acheter.

## LE CHAT BOTTE

Les deux Eglises  
(Suite de la première page)

Encore une fois ne nous laissons pas tromper, les stalinistes convoitent cette immense force d'abruissement que représente la pensée religieuse. La hiérarchie religieuse se défend en défendant les régimes actuels. Elle défend la place privilégiée qu'elle occupe et qu'elle perdra au bénéfice des progressistes si la situation politique évolue en faveur des stalinistes.

Il est d'ailleurs possible, mais pas certain, que les communistes triomphent, se sentent assez forts pour substituer leurs propres saints à la dissidente catholique actuelle les liquident à leur tour, soyons sûrs qu'il n'y aura qu'un changement de personnel mais que ces « valeurs » si elles sont depuis 20 siècles ont épuyé tous les despots, resteront les régulations de la nouvelle morale.

La lutte des deux églises, quel que soit le vocabulaire employé — patrie, morale, laïcité, indépendance nationale, bonté, justice, etc. est une lutte de clans dont nous ferons les frais quel que soit le vainqueur.

A Prague comme à Rome on a tâché l'adversaire. Que les hommes libres se battent bien de se laisser prendre à des formules vides de leur réalité. La lutte contre la religion reste la lutte pour la pensée indépendante, la lutte pour la liberté, la lutte pour la justice sociale dont les deux sont au même titre la négation.

## Appel aux Jeunes

Le Comité d'Initiative pour le Rassemblement International de la Jeunesse pour la Paix signale que la conférence internationale qui avait été prévue pour les 16, 17 et 18 juillet à Suresnes, près de Paris, est reportée à une date plus éloignée en raison des difficultés matérielles survenues dans l'organisation.

## Congrès S.F.I.O.

(Suite de la première page)

Signalons encore le maintien du contrôle des salaires par l'Etat, sous prétexte de sauvegarder les intérêts de la classe ouvrière concurrencée par le chômage et aussi la déclaration de Léon Bouthien insistant pour que le groupe parlementaire ratifie le Pacte Atlantique.

Naturellement, et pour sauver la face, il s'élève contre toute prééminence des militaires dans les rapports internationaux, tout en se gardant bien de nous rappeler Fentonbleau ! Mais le plus beau est la fin de son exposé où il réclame la non-intégration dans le Pacte, de l'Afrique du Nord de l'Ouest et de l'Espagne franquiste. Et ce au moment même où le gouverne-

ment vient d'autoriser une banque à accorder à Franco un prêt de 15 milliards !

Passons — on ne finirait pas de relever les contradictions, les mensonges, les faux-fuyants.

Une seule chose compte pour tous ces messieurs : le pouvoir. Et ce pouvoir les a tellement victimes qu'ils ne se rendent même plus compte que la politique qu'ils défendent est celle de tous les réactionnaires, celle des militaires et des colonialistes.

La mort du parti socialiste et de tous les espoirs qu'avaient placés en lui les masses travailleuses est encore une preuve que le socialisme ne saurait s'accommoder de matraques et qu'il sera libertaire ou ne sera pas. Jean CLARI.

## MOUVEMENT POPULAIRE DES FAMILLES

Le Mouvement Populaire des Familles tiendra son prochain Congrès national les 23 et 24 juillet à Villeurbanne, près de Lyon, au Théâtre et au Palais du Travail.

Près d'un millier de délégués, hommes et femmes, de France et de l'Union Française, ainsi que des délégués étrangers y participeront.

À l'issue de ces trois journées, le Congrès étudiera et se prononcera sur les moyens de faire rapidement aboutir la véritable promotion ouvrière qui revient de droit aux travailleurs puisqu'ils sont les principaux producteurs et usagers de ce pays.

(1) Toujours il semble que certains ministres du M.T.L.D. ne solent pas sans rapports amicaux et étroits avec l'administration policière (bien entendu, il s'agit des chefs non des troupes où je pense se trouvent beaucoup de révolutionnaires sincères involontairement réduits par le mirage nationaliste.)

(1) Des sommes gigantesques sont englouties dans des barrages improductifs comme celui du Ghibri, où desservant souvent un seul féodal agricole, malgré la terre et des eaux.

Dans ces conditions, quel sera le

# CULTURE ET RÉVOLUTION

Un peu d'histoire

## DE L'ESPLANADE DES INVALIDES A LA COUR D'ASSISES

Le meeting des Sans-Ouvrage

L'HIVER 1882-1883, tout comme les précédents, fut des plus pénibles. A la crise économique qui sévissait, conséquence d'une transformation méthodique des moyens de production — les grands trusts, qui moins d'un demi-siècle plus tard seront tout puissants naissent — s'ajoutent les rigueurs de la température, le gel puis la neige. A Paris, dans le faubourg Saint-Antoine, soixante-mille ébénistes chôment, dans la métallurgie la situation n'est guère meilleure, les ouvriers du bronze sont dans leur presque totalité sans travail et, conséquence de la rude saison, le bâtiment voit les chantiers se fermer les uns après les autres voulant à la misère et à la faim ses corpos.

La malheureuse condition ouvrière s'aggravant de jour en jour, une poignée de compagnons anarchistes, épaulés par quelques membres des Chambres Syndicales les plus éprouvées par le chômage, décident d'agir sur le gouvernement afin de l'obliger à prendre des mesures susceptibles d'apporter aux sans-travail soit une occupation rétribuée, soit des secours leur permettant de franchir cette passe difficile.

Malgré toute la discorde qui entoure les préparatifs de l'action projetée des « fuites » eurent lieu. C'est ainsi que le très réactionnaire « Figaro » publia dans son numéro du 6 mars 1883 un premier article qui dévoilait le plan des leaders ouvriers.

Nous prévenons nos lecteurs — imprimez le journal de la grande bourgeoisie — que la nouvelle suivante est de la plus complète authenticité.

Vendredi prochain, 9 mars, doit avoir lieu à deux heures, Esplanade des Invalides, un grand meeting, provoqué par la Chambre Syndicale des Menuisiers. Ce meeting a pour but, dans l'esprit de ses organisateurs, de réunir dans une solennelle protestation, tous les ouvriers parisiens actuellement sans ouvrage. On compte réunir au moins cent mille hommes et ce chiffre n'est pas exagéré : soixante mille ouvriers de l'aménagement, quarante mille ouvriers du bâtiment occupés dernièrement à la construction d'innombrables immeubles situés « dans les quartiers neufs » et qui n'ont pas été payés.

Sans présenter la situation sous des trop sombres couleurs on peut dire qu'elle est grave. En admettant que le chiffre de cent mille manifestants soit exagéré, il est permis de supposer que même vingt mille hommes réunis sur une place publique parisienne pourraient occasionner des troubles regrettables. Sans aller jusqu'à l'enivrissement de la Chambre des députés cette manifestation pourrait avoir de sérieuses conséquences. Si les journaux révolutionnaires ne parlent pas de ce meeting — qui, nous le répétons, est de la plus complète authenticité — c'est qu'on veut éviter les mesures que pourrait prendre le Gouvernement. A qui de droit d'ajuster. Un gouvernement averti en vaut deux.

A la vérité ce coup de clairon, destiné à alerter le ministre de l'Intérieur, et qui laissa muets les journaux socialistes, avait été précédé — quoi qu'en ait prétendu « Le Figaro » — d'un petit communiqué paru dans « Le Citoyen et la Bataille » journal parisien dirigé par d'anciens communards ; mais ce dernier, noyé dans un flot d'autres appels était passé à peu près inaperçu. Son pétard faisant long feu « Le Figaro » revint à la charge le surlendemain sous forme d'une interview prise 15, rue de Jouy auprès des dirigeants du syndicat « anarchiste » des ouvriers sans ouvrage.

Le rédacteur aurait rencontré là — à sa grande surprise affirme-t-il — un militant anarchiste des plus actifs, le compagnon Montant dont il fait le portrait le plus flatteur. « Vingt-huit ans, traits énergiques, teint bronzé, yeux noirs percés par une virile et très brillante, ce jeune homme veut ce qu'il veut »

### Remerciements

Répondant à l'appel de notre « Libertaire », de nombreux amis ont su faire l'effort nécessaire qui nous permettra de tenir — avec difficulté — mais enfin de tenir. Il est matériellement impossible et trop onéreux de répondre à toutes les lettres touchantes qui ont accompagné les nombreux envois dont nos lecteurs ont pu prendre connaissance dans la rubrique spéciale du journal.

Nous tenons à les remercier tous fraternellement, militants, sympathisants, lecteurs, animateurs de revue comme « Défense de l'Homme » et qui ont utilement œuvré pour que la grande famille « libertaire » se soude autour de son journal en danger.

Notre volonté commune sera qu'à la rentrée notre « Libertaire » repartira plus fort, plus dynamique, plus vivant que jamais et nous y trouverons tous, dans le succès, la récompense de nos efforts.

Pour le Comité national,  
JOYEUX.

écrivit l'envoyé du « Figaro ». Interrogés, les organisateurs de la manifestation répondent qu'ils entendent voir la réunion se dérouler pacifiquement, qu'ils savent ne pas avoir le droit de

di 9 mars 1883 à 2 heures de l'après-midi.

### ORDRE DU JOUR :

Inviter le gouvernement à prendre des mesures immédiates pour donner du travail et du pain à ceux qui n'en ont pas.

### CAMARADES,

En présence du chômage et de la misère que nous subissons, vu l'indifférence de ceux qui nous gouvernent, un grand nombre d'entre nous ont pris l'initiative de ce meeting. Que pas un de nous ne manque à ce rendez-vous pacifique pour bien démontrer notre droit à l'existence. Si notre riche République n'a plus de travail à nous fournir elle doit au moins nourrir le créateur de sa richesse, son plus ferme soutien : l'ouvrier.

### LA COMMISSION :

Tortelli Cardelle, Montant, Gauthier, Labat.

Trois mille affiches ont été tirées mais douze cents seulement furent apposées. Malgré la loi nouvelle sur l'affichage (1881) sergents de ville et policiers organisèrent une chasse aux afficheurs ; nombre de ceux-ci furent arrêtés et les affiches confisquées. La laceration systématique des placards ayant échappé à la saisie fut ensuite entreprise et à telle enseigne que la réussite de la démonstration risquait fort d'être compromise.

L'organisation de la manifestation avait coûté 200 francs recueillis par des dons volontaires affluant de toutes parts, quant au travail matériel il avait été gratuitement accompli par des chômeurs qui avaient profité de l'occasion pour se livrer à une propagande verbale intensive auprès des bâdauds qui les entouraient alors qu'ils placardaient l'appel des « Sans-ouvrage ».

On fit savoir de l'Intérieur aux organisateurs de la manifestation que celle-ci serait interdite et que, suivant la loi, seules étaient autorisées les réunions dans un local clos et couvert. En conséquence qu'aucun attouement ne serait toléré sur l'Esplanade des Invalides à la date et à l'heure indiquées.

Pour toute réponse les responsables firent afficher dans Paris, la veille dans la soirée et aux premières heures de la matinée du 9 mars le placard suivant dont nous respectons la disposition :

### APPEL AUX OUVRIERS SANS TRAVAIL

Grand meeting public en plein air sur l'Esplanade des Invalides le vendredi.

Prochainement : Un meeting mouvementé.

## La Conférence de Tony WELSH PREMIÈRES LIBERTÉS

L'oppression de l'individu ne débute pas à un stade tardif de son évolution. Dans notre société, l'aliénation commence dès la naissance. L'origine, les conditions et le remède de cette privation de Liberté, voilà les sujets abordés par notre ami Tony Welsh, anarchiste anglais et spécialiste de l'éducation nouvelle, au cours de sa conférence en anglais au groupe Sacco et Vanzetti. Nous espérons qu'à travers le présent compte rendu nos lecteurs pourront apprécier l'objectivité, l'érudition et l'intelligence appliquées par notre camarade à l'étude de ces problèmes, comme ont pu le faire des auditeurs.

### SECURITE ET CAPACITE

Peur, haine, rançune et anxiété ne sont pas des émotions « positives ». Seul un apologiste du capitalisme peut nous laisser croire que la haine est dans chacun. En réalité, il n'y a que deux émotions et elles s'expriment chez l'adulte par l'art et la sexualité. Un homme sain atteint l'équilibre dans une attitude saine envers les activités sexuelles et le travail. Le capitalisme, cela va sans dire, le prive des deux à la fois. Dès l'origine, nous voyons ces deux émotions se développer dans le bébé, centrées autour de ce que nous appelleront sécurité et capacité.

La sécurité : deux choses, et deux choses seulement peuvent effrayer un bébé, les bruits et le sentiment de chute. La peur est due à la privation de sécurité... La sécurité d'un jour calme et paisible, des mains fortes et sûres.

La capacité : un bébé, en contrast avec beaucoup d'animaux nouveau-nés, est sans défense. Le seul pouvoir en sa possession est de téter et de crier.

D'une part, plaisir sensuel ; d'autre part capacité d'attirer l'attention. Une passion exceptionnelle pour le pouvoir, prévalente de nos jours, commence à la privation chez l'enfant, de soins et de satisfaction. S'il est vrai que pour raisons de sécurité on doive adopter un rythme régulier, administrer le nourrissage à heure fixe reste une erreur importante. Ce n'est que l'intervention de l'autorité qui force arbitrairement la mère à laisser pleurer son enfant, alors qu'elle sait que l'allaitement apportera le calme. Le fait que le peu que l'enfant réclame ne lui est pas accordé, lui donne un sentiment d'insécurité. Par réaction contre l'insécurité, soif anormale de pouvoir.

Un développement émotionnel sain commence ou s'arrête avec l'allaitement au sein. L'impression sensuelle à laquelle la bouche seule est sensible, doit être prodiguée adéquatement ; une tétine en caoutchouc n'est pas suffisante. Le contact de la chair humaine est nécessaire. Ce n'est que plus tard, par suite de ce contact que l'estomac peut se remplir. Évidemment, un estomac trop rempli est douloureux, ainsi que sa distension par les gaz. Une règle moyenne, étant donné des méthodes sensées pour prévenir la surnutrition

(repas toutes les quatre heures environ) et les gaz (position rectifiée du bébé et tapotement dans les dos, après chaque repas), seraient pour la mère de calmer les pleurs par l'allaitement au sein. Même après le sevrage, un peu de lait doit être conservé pour les cas d'urgence. Une chute ou une peur se traduit par un choc ; un choc se traite par l'administration de glucose. Où en trouver de meilleur que dans le lait de la mère ? On rencontre des cas où les enfants demandent à téter en cas de fatigue ou d'émotion, et cela spontanément.

### SEVRAGE

Un sevrage graduel est d'un développement émotionnel sincère et libéré. L'enfant transférera ses intérêts aux objets, examinera leurs propriétés, aura de moins en moins besoin du sein. Après un délai de trois à six mois le sevrage peut être complet. Mais il n'est pas mauvais pour subvenir à d'éventuels besoins émotionnels, de remettre en certaines occasions cette source de nutrition en usage.

Prévi de légumes, le bébé souffre de constipation : le sevrage s'impose donc rapidement. Mais il reste clair qu'il y a une immense différence entre le biberon et le sein, constituée par l'apport émotionnel de ce dernier. Cet apport fonde les émotions et les sentiments apportés plus tard par les organes génitaux. L'allaitement maternel est peut-être le premier acte sexuel : il nécessite l'intervention d'un autre être. Le biberon serait donc un instrument de masturbation, l'homosexualité, le partage de l'anxiété sexuelle, et ainsi toutes les formes de l'anxiété sexuelle.

En plus des légumes, il faut encore du lait à l'enfant... lait de vache, sucré et légèrement dilué. A cet âge, l'usage d'un bol et d'une cuiller est possible, et voilà où les « émotions de puissance » vont avoir leur rôle à jouer. La dextérité accrue cause de la satisfaction à l'enfant ; ainsi il aime à se servir de ses membres, à remuer les objets, à explorer les recoins, recourant souvent aux sensations gustatives, très importantes. L'empêcher plutôt que de l'encourager est une forme très grave de l'oppression.

### L'EXCRETION

Son intérêt étant général, l'enfant découvrira bientôt ses excréments, et il

## LES JEUNES ET NOUS

## Qu'est-ce que le mouvement de l'enfance ouvrière ?

**T**RES souvent, nos camarades et nos amis s'inquiètent de ce qu'il peut exister de conformiste, de protestant, de bourgeois dans l'enseignement « laïque » et sont en quête de centres d'éducation de caractère libertaire, ou au moins laïque au sens où nous l'entendons (1).

Il est certain, en effet, que si beaucoup de jeunes institutrices — libertaires ou qui s'ignorent — se déparent pour transformer l'enseignement officiel en enseignement d'esprit libertaire (Ecole Nouvelle), il reste une majorité de classes dans les écoles rebroussées par l'Etat où nos enfants subissent un enseignement vieilli, une déformation étatique, chaumière, etc...

Mais si les forces actuelles du mouvement libertaire ne lui permettent pas encore de créer des « Ecoles nouvelles » vraiment dignes de ce nom et libérées de la tutelle de l'Etat, il existe un mouvement d'enfants qui offre bien des analogies avec ce que nous souhaitons.

C'est le mouvement de l'Enfance Ouvrière. Nous y trouvons, au moins en théorie, tous ce que nous pouvons souhaiter pour le développement harmonieux de l'enfant, dans un sens libertaire et communautaire :

— Esprit critique, libération intellectuelle, lutte contre les préjugés.

— Coéducation, école mixte, lutte contre la fausse pudeur, l'hypocrisie sexuelle.

— Autoadministration, autodiscipline, autocritique, chaque enfant apportant sa contribution à l'établissement et à la réalisation du programme de travail. Pas de « grades », d'obéissance passive, de promesses.

— Internationalisme.

Les enfants élisent leurs responsables : compagnons, secrétaires. Ces fonctions ne donnent aucun titre ou décoration. Quant aux Aides adultes qui sont aux côtés des enfants pour les appuyer, les guider, ils sont des amis et non des chefs.

Nous trouvons donc au M.E.O. les qualités que nous cherchons en vain dans les patronages laïques et les F.E.C. (Frances et Franches Camarades) impré-

gnées d'esprit patriotique, d'un reste de conformisme, repoussant l'éducation mixte.

Nous y sommes loin des Eclaireurs (laïques) encore soumis à certaines règles étroites, à des rituels et nous y sommes à l'opposé des Scouts (catholiques), des

principes. Est-ce possible et sommes-nous certains de mieux faire ?

La question est posée.

En tout cas, il est certain que les anarchistes ne peuvent se désintéresser de ce problème et qu'ils doivent tenter d'arracher leurs enfants — et ceux des autres — à l'éducation formaliste (même celle de la laïcité traditionnelle) et aux dangers des pratiques scouts ou des littératures abîmantes.

(1) Voir notre brochure « La Laïcité » 12 F. C.C.P. 5561-76, R. Joulin, 145, quai Valmy, Paris.

par FONTAINE

Unionistes (protestants), des Vaillants (staliniens), des Cœurs Vaillants (mouvement éduqué du scoutisme catholique).

Ce qui peut tromper un certain nombre de nos amis, mal documentés sur l'évolution du M.E.O. (mouvement de l'enfance ouvrière), c'est l'appellation « Faucon Rouge » utilisée dans les communautés d'enfants.

Il ne s'agit là que d'une survivance — aux meilleurs, par leur présence de la faire disparaître — mais nous nous devons de signaler que les Faucons Rouges, en France, aujourd'hui, n'ont rien de commun avec ce qu'ils ont été à l'origine ou avec ce qu'ils sont encore dans les pays germaniques et nordiques.

Le F.R. en France, non seulement n'est plus grand-chose de commun avec le parti socialiste, mais ils reflètent de plus en plus un esprit libertaire qui les conduit à être proscrits par le « socialisme » officiel. Et cette évolution vers l'éducation libertaire ne signifie-t-elle pas que nos idées correspondent à une réalité et aux aspirations profondes des hommes ?

Toutefois, il y a un point qui nous interdit l'adhésion enthousiaste (mais ne pourrions-nous trouver des causes de réserves aussi importantes quoique différentes dans les syndicats ou aux M.L.A.J. ?)

Nous ne parlerons pas du symbolisme (insigne foulard qui d'ailleurs tend à disparaître) car il s'agit plus de signes de reconnaissance que de symboles, et ces signes peuvent être utiles, dans les rassemblements importants par exemple.

C'est d'autre chose qu'il s'agit : dans quelques régions, le Midi en particulier, les Faucons sont restés sous l'emprise au moins théorique du parti socialiste.

Certes, nous savons que l'inspiration générale, l'état d'esprit dépend en grande partie de celui des « Aides » et la question qui se pose est de savoir si nos jeunes militants ne pourraient inspirer un tel mouvement, par leur présence, au moins théorique du parti socialiste.

C'est que le M.E.O. est faible et souvent en difficultés parce qu'il manque d'Aides formés aux techniques éducatives et ayant un sens socialiste solide.

Qu'attendent nos jeunes et nos amis instituteurs ?

Il ne peut s'agir de faire notre un mouvement d'enfants, d'arracher à un parti pour le donner à un autre, fut-ce la F.A., mais nous pouvons sauvegarder en certains points, établir en d'autres son indépendance, faire du M.E.O. un mouvement d'éducation Nouvelle, d'éducation libertaire au sens large de conceptions des rapports humains et non de dogmes.

Il y a donc au M.E.O. des possibilités de « travail libertaire ». Et il est tout aussi important de former de jeunes consciences que de faire des meetings.

Le M.E.O. pourrait devenir, avec notre aide, face aux scouteuses, ce qu'est le M.L.A.J. face aux formations politiques de jeunes.

Peut-être nos militants et amis penseront-ils qu'il vaut mieux construire un nouveau mouvement, plus net dans ses

### S. I. A.

Les camarades français et espagnols sont conviés en assemblée générale le dimanche 24 juillet à 10 heures Bar Grillon, place Clemenceau à Avignon.

**Pendant vos vacances, quelques heures de lecture sont toujours agréables. Nous vous offrons un choix de livres et brochures**

### 1<sup>er</sup> LOT

Gaston Leval : L'Indispensable Révolution .....	160 Fr.
<

## Les ouvriers de la S.N.C.A.C. paient 4 années d'erreurs

LES journaux nous apprennent que les travailleurs de l'entreprise nationalisée la S.N.C.A.C. ont trouvé à leur retour de vacances la porte close et leur certificat prêt.

A l'appel de « leur syndicat » les travailleurs licenciés ont manifesté à Boulogne, Levallois, Colombes, etc...

L'Etat qui se refuse à les payer en les faisant travailler avait envoyé autour de ces ateliers des flics et des gardes mobiles payés eux à ne rien faire ou plutôt payés pour empêcher des travailleurs de produire.

Des arrestations ont été opérées, des délations ont été nommées, des promesses seront faites, des Comités formés.

Tout cela pour faire appel à l'Etat mauvais patron, banquier, qui n'en a cure.

Tout cela sous l'égide de syndicats qui, il n'y a pas si longtemps prônaient les vertus des nationalisations d'Etat, et responsables au premier chef de la situation dramatique des travailleurs métallurgistes.

Tout cela en pure perte d'ailleurs.

L'exemple de la S.N.C.A.C. doit ouvrir les yeux des métallurgistes. La faillite de l'action revendicatrice menée depuis 1944 par les syndicats politisés est flagrante.

Il est temps de revoir les formes de lutte. Il est temps de centrer l'effort sur la revendication essentielle. Il est temps de créer l'organisme susceptible d'étayer cet effort.

MONTLUC.

## Chez les instituteurs

## Le Congrès de Nancy

VOICI le programme d'action voté par le Conseil syndical du Rhône, réuni le 2 juillet dernier, et présenté par les délégués de cette section aux congressistes rassemblés à Nancy les 19, 20, 21 et 22 juillet 1949.

### MOTION D'ORIENTATION

Le congrès précise :

1. — La nécessité vitale de maintenir l'unité organique du personnel enseignant, unité qui, dans les circonstances présentes, ne peut raisonnablement exister que dans l'autonomie du S.N.I. (1).

2. — La nécessité de ne pas faire de cette autonomie un isolement dangereux, et de profiter du maintien de l'unité du S.N.I. pour œuvrer à la reconstruction d'une C.G.T. démocratique unique, notamment par les moyens suivants :

a) Modification sérieuse de la partie générale de l'Ecole libératrice qui, réunissant enfin un contenu ayant tout syndical, deviendrait un organe d'éducation capable de créer dans la masse des syndiqués l'esprit de lutte et de désir d'action indispensables à une grande organisation.

b) Diffusion très large, dans le monde ouvrier, des dispositions des motions du S.N.I., et en particulier des conditions intérieures de démocratie syndicale.

c) Prise de position nette et publique du S.N.I. en face de toutes les manifestations de la vie syndicale et ouvrière : grèves, congrès confédéraux, C.C.N., congrès fédéraux, déclarations de minorités syndicales, etc.

d) Propositions d'unité d'action soit aux syndicats de fonctionnaires, soit aux syndicats ouvriers, en préconisant des buts précis et unitaires, capables de sauver en une action efficace les éléments épars du mouvement ouvrier.

e) Adhésion au Cartel d'Unité d'Action Syndicale et participation active à sa vie intérieure, avec la perspective de préparer une nou-

velle conférence nationale ouverte à tous les partisans d'une C.G.T. unique et démocratique.

3. — La nécessité primordiale de lutter, avant tout contre une guerre héroïque et bien actuelle, type même de la guerre impérialiste : celle d'Indochine, et mandate à cet effet les responsables du bureau :

a) Pour lancer une campagne d'affiches, voire de meetings, qui informeraient la population sur les responsabilités du déclenchement et de la prolongation des hostilités, et préconiseraient le retrait pur et simple du corps expéditionnaire d'Indochine, la libération des Viet-Namiens internés en France, les pourparlers avec l'ensemble des Indochinois, y compris Ho Chi Minh et ses partisans.

b) Pour compléter la tribune coloniale de l'Ecole libératrice, jusqu'alors simple étalage de revendications corporatives, et en faire une échelle sociale et économique documentée de lutte contre le colonialisme lui-même.

c) Pour demander aux centrales syndicales de prendre une fois pour toutes position contre l'envoi d'armes, munitions et troupes en Indochine, réponses obtenues étant largement publiées.

Le congrès précise encore :

1. Que le syndicalisme commettait une grave et dangereuse erreur en se laissant enfermer dans le dilemme U.S.A.-U.R.S.S., en appréciant différemment des pactes, traités ou chartes suivant les puissances signataires, en s'illusionnant sur les possibilités réelles de mouvements pacifistes fusionnistes plus ou moins à la remorque de l'un ou l'autre bloc.

2. Que le syndicalisme doit surtout se souvenir que « l'ennemi est dans notre propre pays », que la lutte contre la guerre ne se sépare pas de la lutte quotidienne pour les revendications immédiates de tous les prolétaires, et que, pour ce faire, il doit lutter contre l'ennemi de classe numéro un, la bourgeoisie française, partie intégrante du bloc impérialiste américain.

3. Que le syndicalisme ne peut, logiquement, que s'opposer aussi à l'impérialisme russe, manifestation d'une structure sociale dans laquelle une bureaucratie est parvenue à insinuer à son profit une forme nouvelle d'exploitation de l'homme par l'homme, non moins condamnable que celle en faveur dans le bloc adverse, et caractérisée par une puissance considérable de l'Etat, un écart accru dans l'éventail des salaires, un contrôle de la production et une fixation des normes de travail échappant aux travailleurs.

Le congrès adresse à tous les tra-

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## La grève des dockers anglais

Il y a plusieurs mois, les dockers canadiens se mettaient en grève pour protester contre une diminution possible de leurs salaires, les armateurs de là-bas estimant avoir trop payé leurs ouvriers pendant l'année 1948. Par la suite vinrent s'accorder à la revendication primordiale : « Pas de diminution de salaires ! » les exigences suivantes : paiement des salaires saisis aux grévistes, pas de sanctions présentées et à venir pour faits de grève, non-reconnaissance des embauchés après la déclaration de grève, non-responsabilité des accidents pouvant survenir

sur les bâtiments équipés par des jardines.

Les patrons canadiens ayant réussi à armer quelques navires grâce à un certain nombre de briseurs de grève et ces navires se dirigeant vers des ports étrangers, particulièrement anglais, le

grévistes anglo-canadiens et le haut-commissaire du Canada à Londres, Isaac demandant à écraser le mouvement docker par les seules forces de répression au nom de la réussite de l'expérience travailleuse à triompher rapidement sous peine de le voir se politiser d'abord et être écrasé par la coalition des forces répressives ensuite.

Nous faisons savoir aux dockers an-

glais que nous sommes de tout cœur avec eux, que nous fussons l'attitude Ponce-Pilate de la Fédération Française des Ports et Docks C.G.T. dont le communiqué sibyllin du 11 juillet 1949 (2) est absolument indigne d'un groupement frère. Cela d'ailleurs n'a été étonné qu'à demi puisque cette

même Fédération, à l'exception de sa section algérienne n'a rien fait pour empêcher tout chargement militaire à destination de Madagascar, de l'Indochine et autres colonies. Et cela malgré les motions votées par les Institueurs et le Cartel national d'Unité d'ac-

tion syndicale.

Mais le peuple anglais a assez des contraintes absurdes, de l'expérience travailleuse et du reste. Il réagit avec vigueur contre les fausse socialistes et les faux syndicalistes pour lesquels il vota en masse au lendemain de la guerre (1). Les dockers, et avec eux les cheminots, les transporteurs de viande, refusent de travailler les denrées transpor-

tées par des jaunes et déchargées par la troupe. Les mariniers d'âge (embarcations de transbordement) ont suspendu également leur travail pour ne pas aider les traitres à leur classe et l'Union des syndicats de Londres manifeste son mécontentement envers les mesures gouvernementales prises.

Ce n'est pas suffisant. Après avoir crié halte ! aux exploiteurs de tout poil, il faut que les travailleurs anglais éten-

duent la grève des dockers aux autres

corporations, tentent de transformer la grève partielle en grève générale, présente des revendications s'attaquant au système. Là est le critère du succès.

Après avoir aidé leurs camarades canadiens les dockers anglais ont besoin

de l'aide internationale. Leurs collègues danois, italiens, israéliens, australiens ont déjà répondu présent. Les vrais syndicalistes doivent aider le mouvement anglais à triompher rapidement sous peine de le voir se politiser d'abord et être écrasé par la coalition des forces répressives ensuite.

Nous faisons savoir aux dockers an-

glais que nous sommes de tout cœur avec eux, que nous fussons l'attitude Ponce-Pilate de la Fédération Française des Ports et Docks C.G.T. dont le communiqué sibyllin du 11 juillet 1949 (2) est absolument indigne d'un groupement frère. Cela d'ailleurs n'a été étonné qu'à demi puisque cette

même Fédération, à l'exception de sa

section algérienne n'a rien fait pour empêcher tout chargement militaire à destination de Madagascar, de l'Indochine et autres colonies. Et cela malgré les motions votées par les Institueurs et le Cartel national d'Unité d'ac-

tion syndicale.

Le triomphe des dockers anglo-canadiens doit marquer le réveil du syndicalisme d'outre-Manche. Ce mouvement prend une importance comparable à celle de la grève des mineurs en France. Pour le bien de tous il faudrait pas qu'il se termine de la même façon. Echec aux politiciens ! Echec aux dirigeants syndicaux politisés ! Grève générale expropriatrice et révolutionnaire !

(1) Les dockers ont voté travailliste à 80 %.

(2) « La solidarité doit durer. Il faut les aider dans leur combat. C'est pourquoi les dockers français doivent immédiatement les formes de lutte à employer sur les navires anglais dont le chargement aurait été effectué par des jaunes ou des soldats ». Résultats : quelques arrêts à momentanés » dans le Dunkerquois et en Algérie.

## REVUE de la PRESSE syndicale

syndicale

citer cet exemple pris parmi tant d'autres qu'il livre à la méditation des délégués présents :

« Lorsque la F.S.M. s'inclina devant la dépouille mortelle du président F.D. Roosevelt, ce fut pour nous tous une sorte d'une haute signification morale — ni guerre colonialiste justifiée — le devoir des travailleurs est donc de s'opposer de toute leur force à toutes ces formes d'assassinats collectifs. Tels étaient les arguments que Rose Etienne développait et qui paraissaient des plus sûrs.

Aussi sommes-nous étonnés de lire dans Force Ouvrière du 7 juillet ces quelques lignes signées R. Laborie :

Une fois de plus, prenant pour prétexte une commande de grenades passée à notre entreprise, les responsables cégétistes ont tenté d'alerter la population et sont partis en guerre contre tout ce qui ne porte pas le sceau du fascisme rouge...

Singulière activité syndicale que celle qui consiste à honorer des fripouilles telles que Roosevelt qui fomenta les « incidents » de Pearl Harbour, et de Togliatti allié des chrétiens-démocrates universellement méprisé même chez les communistes italiens. Il est d'ailleurs à peu près probable que si Roosevelt était encore vivant il ne serait aux yeux des stalinistes qu'un agent des milliardaires américains. Tout comme Truman. Il eut alors la chance de mourir après avoir conclu les accords de Yalta et de Potsdam qu'il se serait empressé de trahir par la suite.

En somme rien de syndicaliste et encore moins révolutionnaire dans ce congrès de la F.S.M. Nous nous réjouissons de voir — quoi qu'en dise Saillant — la F.S.M. s'écrouler car sur son cadavre les travailleurs du monde entier retrouvent leur conscience et leur combativité sauront bâti une véritable internationale syndicale dans laquelle ils lutteront pour leur libération définitive.

## Exploitation des martyrs

'HUMANITE et ses soins, protestent, crient, tempêtent, font faire meetings sur meetings, défilés sur défilés, provoquent les télescopages de soutien, parce que des militants cégéto-communistes sont poursuivis pour avoir appelé (si peu) les mineurs à la bagarre ou exprimer leur désaccord envers l'expédition punitive en Indochine. Hénaff le tafre, Duguet le bonze, Le Leap le jésuite, et bien d'autres sont poussés au pinacle parce que interrogés et poursuivis par la police de Moch. Ils ont oublié de signaler Joyeux, passé en correctionnelle et condamné vendredi dernier pour le BON motif comme ils oublient de s'élever contre le massacre des anarchos-syndicalistes en Espagne.

Il est vrai que Joyeux et les militants de la C.N.T.-F.A.L. sont des anarchistes et que les anarchistes ne luttent que pour l'asservissement de la classe ouvrière comme chacun sait.

GROUPE DE SAINT-DENIS

Par suite d'une erreur, des convocations ont été envoyées pour le jeudi 14 juillet ; il fallait lire le jeudi 28 juillet, à 10 h. 30, au lieu habituel, 33, rue Pinel, Saint-Denis.

12<sup>e</sup> REGION TOULON

Ne recevant aucune réponse de Diné et Raffin, le Comité régional invite un camarade de Toulouse autre que Diné et Raffin à se mettre en rapport avec le secrétaire régional, Carlo Faizout, 12, rue Olivet-Samotain, Marseille (7<sup>e</sup>), pour communication importante aux compagnons de Toulon.

Mouvement Libertaire Espagnol — Confédération Nationale du Travail

24 JUILLET 1949, à 9 h. du matin  
Salle Wagram

## GRAND MEETING COMMÉMORATIF

(Anniversaire de la Révolution Espagnole)

SAN SICART

BLANCO

JOYEUX

Délégué du M.L.E. Secrétaire National de la C.N.T. (en exil) Fédération Anarchiste

Le Gérant : M. JOYEUX

Impr. Centr. du Croissant, Paris